

Les rapports au capitalisme dans les enquêtes d'opinion

Je ferai un effort, à travers certaines données qui en ressortent des enquêtes de l'opinion publique pendant ces derniers trois ans en Grèce, de répondre, autant qu'il est possible, aux questions de cette première séance.

Tout d'abord, voyons de près quelques données concernant l'opinion publique grecque :

-76% de la société grecque considère que les mesures de la politique financière et sociale prises ces dernières trois années sont « des injustes sociales »

-65% trouve que la politique des Mémoires constitue une politique qui sert des « intérêts spécifiques » (économiques, politiques, internationaux) et pas une politique du « sauvetage du pays » comme le discours politique officiel veut considérer.

-60% estime que la crise économique en Grèce c'est le résultat issu des politiques élaborées à l'intérieur du pays par les gouvernements. Aux antipodes, 10% pense qu'il s'agit du résultat de la crise capitaliste générale ou de ses manifestations particulières, comme p.ex. des jeux spéculatifs des marchés, tandis que 30% croit que c'est le résultat simultané de ces deux facteurs. Cette illustration en résulte des enquêtes qualificatives (des enquêtes qui scrutent plutôt les attitudes et les comportements primaires de l'opinion publique). La crise financière est imputée généralement aux politiques de gestion des gouvernements grecs. Il n'existe pas de mention directe ni expresse de la crise capitaliste générale.

Pourtant à travers les annonces et les approches de la crise, une critique disons « de classe » est mise en lumière, surtout à cause des attaques aux droits relatifs à l'emploi et économiques des travailleurs et du travail en générale. Un exemple significatif : 85% estime fermement que les politiques appliquées agrandissent les inégalités sociales tandis que 70% croit que celles-ci amènent à des politiques de contraction conscientes concernant les fonctions sociales de l'État. En même temps 87% considère que les politiques de dérèglement au secteur privé et public visent à de pires postes de travail. Généralement, le contenu des politiques élaborées dément les

justifications « de la croissance » en faveur de l'ensemble social et il est considéré comme « l'instrument » des réformes structurelles au profit de grands capitalistes.

-Concernant la sortie de la crise, on pourrait constater que l'image d'incrédulité est presque universelle face aux institutions économiques et politiques fondamentales : en moyenne, les trois derniers ans 80% de l'opinion publique grecque se présente méfiant face au Fonds Monétaire International (FMI), 75% face à l'Union Européenne, 75% face à La Banque Centrale Européenne (BCE), 70% face à la Banque de la Grèce (qui constitue l'institution de contrôle des Banques), 79% face aux Banques (85% estiment que leurs bénéfices sont démesurément hauts).
Egalement, relativement aux banques et leur fonctionnement : 80% considère que celles-ci n'aident pas à la croissance économique, 9% trouve qu'elles n'aident pas le fonctionnement de petites et moyennes entreprises, 85% croit qu'elles n'aident pas la survivance économique des foyers.

En même temps, on pourrait constater une image d'incrédulité généralisée face aux institutions économiques capitalistes : 66% n'ouvrirait pas un compte d'épargne en banque d'étranger, 82% n'achèterait pas d'actions de La Bourse grecque, 75% n'achèterait pas d'obligations d'un pays étranger, 85% n'achèterait pas d'obligations du pays grec.

-Cependant, cette image d'incrédulité généralisée transperce l'ensemble des institutions politiques : 75% de l'opinion publique ne s'en remet pas à la Magistrature ni à la Justice, 90% ne s'en remet pas à l'Assemblée nationale, 85% ne s'en remet pas à l'Administration.

Toutes ces données mentionnées préalablement démontrent que l'opinion publique grecque se dirige, ces dernières années, vers «une logique anti-capitaliste». L'acuité, sans précédent, des attaques aux droits relatifs à l'emploi, économiques et sociales, tente à modifier les approches idéologiques et politiques de la « crise ». Tout particulièrement du moment qu'en Grèce contemporaine on est confronté à une crise humaniste inouïe. Certainement, le bloc dominant économique et politique qui est au pouvoir n'est pas complètement dépourvu de ses armes idéologiques. Parmi lesquelles les plus importantes ce sont la dépréciation et le dédain systématiques de la fonction publique : autrement dit, son identification à la bureaucratie, aux relations clientélistes, à la mauvaise administration et la corruption, à l'épuisement des

citoyens, aux postes de travail « assurés » et leurs « privilèges » pour ses travailleurs. Le dénigrement de « l'Etat », c'est-à-dire, de l'Etat pratiquant une politique sociale, comme responsable de production des déficits des finances publiques et par conséquent de la dette, demeure une position puissante qui parcourt des couches sociales étendues. Du même au sein des couches des travailleurs salariés ou des chômeurs, qui voient les « salariés de la fonction publique » d'un air soupçonneux sinon avec de l'hostilité. C'est pour cette raison que, même aujourd'hui, l'acceptation de la mesure des licenciements dans le secteur public est saluée de 35% de l'opinion publique grecque, tandis que 30% se montre neutre.

Pour l'essentiel, le dédain du secteur public (et parallèlement l'identification des privatisations à la croissance et à l'exonération du secteur public corrompu) constitue l'arme la plus puissante que le discours néolibéral peut présenter dans son intervention idéologique.

Pour pouvoir affronter cette tendance, une manière assez efficace ce serait de rendre évidente la distinction et la différenciation entre le secteur public et les biens publics.

Il est significatif que lors des enquêtes de l'opinion publique, ces trois dernières années, concernant la nécessité de procéder à une privatisation (en général) des institutions publiques, seulement 55% se présente positif, tandis que quand la même question devient plus spécialisée concernant la privatisation éventuelle de l'Eau, des Hôpitaux, du courant électrique et des transports en commun, on remarque l'existence d'une contradiction signifiante or 85% s'avoue positif (en particulier au cas de l'Eau).

Une dernière question se serait d'examiner à quel point la radiographie idéologique contemporaine touche l'affaire de l'Europe et de l'unification Européenne.

Relativement à ses débats, on pourrait dire que l'opinion publique grecque se trouve à une période transitoire. Du camp purement pro-européen comme celui-ci était exprimé jusqu'à l'explosion de la crise en 2010, on passe maintenant à une attitude plutôt critique face à l'Europe, une attitude d'attente. Cette tendance ne présente pas encore de courants contre-européens majoritaires, mais elle se caractérise d'un scepticisme intense concernant l'architecture économique en particulière, tandis qu'une forte opposition à ses politiques élaborées. Elle entretient de sérieux investissements idéologiques au cadre de l'Europe Uni avec des pays du sud

(l'Espagne, l'Italie, le Portugal et en second lieu la France) saisie, en même temps, d'une forte tendance «antiallemande».

Les rapports aux alternatives dans les enquêtes

Je tenterai maintenant d'apporter des réponses sur ce question en basant la préoccupation sur 5 axes qui condensent la circonstance grecque contemporaine. Ces positions ressortent d'un côté de l'expérience politique et de l'expérience des mouvements sociaux de cette dernière période, et de l'autre côté des études concernant le comportement politique et électoral, qu'on a à notre disposition. Certainement, on ne doit pas négliger le fait que la circonstance grecque constitue un cas exceptionnellement spécifique au sein de l'Europe. Une politique néolibérale extrême et féroce s'exerce ces trois dernières années et par conséquent le pays vit une crise humanitaire étendue, le système politique se trouve sous un état d'illégitimité structurale, les partis politiques, fidèles au système établi qui gouvernaient fermement pendant ces dernières 40 années, sont presque dissolus tandis que la possibilité de voir la Gauche au pouvoir gouvernemental assurée d'une majorité parlementaire absolue en nombre de sièges, se présente de plus en plus probable.

Dans un tel cadre de déroulement une proposition politique alternative, voire au milieu d'un cadre international et européen qui est désigné du « néolibéralisme dur », pose les sujets suivants :

1. Le noyau principal de toute proposition politique alternative aux politiques exercées c'est **la demande de la redistribution** : la redistribution de la richesse sociale, la redistribution des sources de revenus sociales, la redistribution des lourdeurs de l'impôt. Son raisonnement central c'est de ne pas endosser ultérieurement la crise aux travailleurs et aux classes populaires. Cette demande est tracée dans des phrases comme :

-« les possédants doivent payer »

-« ceux qui sont responsables doivent payer »

-« on doit imposer la fortune » -« on doit imposer l'Eglise » etc.

2. La deuxième grande demande qui borne une proposition politique alternative c'est qu'il faut trancher dans le vif en ce qui concerne les politiques exercées tandis que le changement complet du modèle gouvernemental : à ce point on pourrait souligner les demandes suivantes :

Un « new deal » de la dette publique et un « haircut » (ponctions) d'une grande partie, celle-ci en particulière caractérisée comme « lourde » (70%)

Une réduction drastique des programmes d'armement (65%). On doit ici mentionner que les chiffres astronomiques de ces programmes se trouvent au cœur du système de corruption du système politique grec et européen.

Une privatisation des banques, un contrôle du système bancaire (70%)

Criminaliser la fraude fiscale (85%)

Une protection de la fortune publique et des Biens de l'Etat (85%) avec l'interdiction de la privatisation de l'Eau, du Courant Electrique et des Transports en Commun et la protection des organismes de la Santé Publique.

Une coalition économique et diplomatique des pays du sud de l'Europe (65%). A un grand point, cette demande est bien comprise par l'opinion publique comme un effort de créer des contrepoids face à une « Europe allemande », en évoluant en quelque sorte l'ancienne attitude pro-européisme de la société grecque aux conditions contemporaines.

3. Même si les grandes lignes d'une proposition politique alternative sont presque claires, pourtant un problème sérieux surgit : malgré le fait que la société grecque accepte et s'accorde avec les propositions mentionnées ci-dessus d'un grand pourcentage, en même temps elle ne considère guère à des pourcentages analogues, que celles-ci consistent des propositions possibles et réalisables. C'est tout à fait différent « d'être d'accord » et de « croire à sa réalisation ». La moitié de ceux qui

sont d'accord avec chacune de ces politiques, en même temps elle est d'avis que celle-ci n'est pas réalisable.

Il s'agit d'un **pessimisme** qu'on peut imputer à plusieurs facteurs : a) au pouvoir acquis des pouvoirs économiques fidèles au système établi qui ne sont pas prêts à remettre aisément leurs institutions économiques et leurs outils b) au manque de perspectives politiques, dans les pays d'Europe même aux pays du sud, équivalentes à celles de la Grèce, donc aux légères possibilités pour des coalitions économiques et diplomatiques internationaux c) au fait que la situation économique et productrice du pays soit appauvrie, donc les pressions économiques internationales seront étouffantes...

Cette situation peut aisément se convertir en peur (la peur du changement politique, la peur pour la réalisation des changements nécessaires). La peur au cœur de l'expérience grecque contemporaine constitue un sentiment avec des conditions préalables matérielles très spécifiques, et pas un sentiment collectif métaphysique indéfinissable. D'ailleurs la peur était la condition psychologique capitale qui a décidé lors des élections de 2012.

4. Ce pessimisme met sur le tapis un problème considérable. Une préoccupation sur les outils de l'exercice de la politique, sur le degré de « sécurité » et de confiance que ceux-ci créent au sein des classes populaires, sur leur efficacité concernant l'organisation et la mobilisation des masses ainsi que sur leur « sureté » ressentie par leur encadrement de pouvoir amener à un renversement total de la situation existante. A ce point-là le déficit est énorme. En Grèce p.ex. le dédain face aux syndicats officiels est impressionnant tandis que 85% réclament leur désapprobation. Chaque structure conçue faisant partie de l'ancien système politique et partisan est décriée et rejetable. Le dédain s'étend jusqu'à l'institution des partis politiques et généralement à toutes les structures de la démocratie représentative. Les moyens et les outils traditionnels de l'organisation de la représentation sont épuisés de leur dynamisme. Par contre, de nouvelles formes d'organisation et de collectivité, ayant comme but de défendre et de revendiquer des objectifs spécifiques et tangibles, jouissent d'une homologation et d'une participation énorme. Les partis de la Gauche sont désormais appelés à gérer et à surmonter cette faiblesse.

5. Une conclusion globale des pensées exprimées ci-dessus. L'opinion publique grecque et surtout celle qui est plutôt démocratique-de gauche se caractérise de deux facteurs et elle s'équilibre avec eux : d'une tendance d'Infidélité au système établi et du Réalisme. Elle se présente infidèle au système établi car elle recherche un renversement total, et réaliste puisque elle recherche un renversement possible. Elle recherche des garanties de renversement non maximalistes mais possibles. Autant la fusion de ces deux éléments soit accomplie, autant de plus la participation démocratique et sociale à la proposition politique alternative sera majeure.